

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
MARCHE DE DEFENSE OU DE SECURITE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**« Commun à tous les lots »
PROCEDURE AVEC NEGOCIATION
PHASE CANDIDATURES**

Maître de l'ouvrage

Etat – Ministère des armées

Objet de la consultation

COSI n° 456 827

Projets 24012

DAF 2024_0305

(33) - LA TESTE DE BUCH

DGA EV - CALAMAR

Electrification et mise à niveau des infrastructures VRD du champ de tir

LOT 1 : Courant Fort / Courant Faible et Barrières

LOT 2 : V.R.D.

LOT 3 : Gros Œuvre et Charpente Métallique

Remise des candidatures

Date et heure limite de réception : **11/06/2024 à 16 h 00**

Niveau de classification :

MD	MA	MS	NP
		X	

MD : marché avec détention

MS : marché sensible

MA : marché avec accès à des ISC

NP : marché non protégé

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC	3
1.1	MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	3
1.2	REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2	ARTICLE 2. OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	DESCRIPTION SOMMAIRE DU MARCHÉ	3
2.2	DURÉE ET DELAIS PREVISIONNELS DU MARCHÉ	3
2.3	DECOMPOSITION ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ.....	5
2.4	VARIANTES.....	5
3	ARTICLE 3. PROCEDURE	5
3.1	TYPE DE PROCEDURE	5
3.2	FORME JURIDIQUE DU SOUSMISSIONNAIRE.....	5
4	ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	5
4.1	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
4.2	MODALITES RELATIVES AUX CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6
4.3	MODALITES PARTICULIERES LIEES A LA PROTECTION DU SECRET	6
4.3.1	<i>Marché sensible.....</i>	6
4.3.2	<i>Diffusion restreinte</i>	7
4.4	CYBER SECURITE.....	7
5	ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES	8
5.1	GENERALITES.....	8
5.2	MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
5.3	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
5.4	ASSISTANCE MISE A DISPOSITION DES ENTREPRISES SUR LA PLACE.....	8
5.5	VISITE DU SITE	8
5.6	CONTENU DES PLIS.....	9
5.6.1	<i>Sous-dossier « A » : recevabilité de la candidature.....</i>	9
5.6.2	<i>Sous-dossier « B » : évaluation de la candidature</i>	10
5.7	MODALITE D'ENVOI OU DE DEPOT DES CANDIDATURES.....	10
6	ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES	11
6.1	NOMBRE DE CANDIDATURES ADMISES.....	11
6.2	JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	11
6.2.1	<i>Critère n°1 : qualités des références présentées par le candidat et notées sur 60 points (20 points par référence).....</i>	11
6.2.2	<i>Critère n°2 – Mémoire de présentation des démarches et moyens de l'entreprise sur 40 points.....</i>	12
7	ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS	12
8	ARTICLE 8. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION FOURNI AUX CANDIDATS.....	12

Annexe au RC :

- Annexe n°1 : fiches de références et attestations de maître d'ouvrage
- Annexe n°2 : engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion restreinte »,
- Annexe n°3 : fiche enquête administrative personne physique (FICE – SOPHIA).
- Annexe n°4 : clauses de dématérialisation.

1 ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service Infrastructure de la Défense, Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux.

Adresse postale :

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux
223, rue de Bègles
CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux
Caserne Pelleport
9, rue de Cursol
33 000 Bordeaux

1.2 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Bordeaux habilité par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié.

2 ARTICLE 2. OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1 Description sommaire du marché

La présente consultation a pour objet la remise à niveau la zone d'essai en terme de courant fort et faible sur le site.

Les travaux sont répartis en 3 lots.

➤ **LOT 1 : Courant Fort / Courant Faibles et Barrières**

Les travaux, objet du lot n°1, porteront sur la création d'une boucle haute tension (env. 40km) et de la reprise ou création des alimentations secondaires. Les réseaux informatique et téléphonique sont également à mettre à jour et à compléter. La sécurisation du site par la mise à niveau des barrières d'accès seront motorisées et gérée via GTC.

➤ **LOT 2 : Voiries et Réseaux Divers**

Les travaux, objet du lot n°2, porteront sur le traitement de voiries (env. 64 500m²) la reprise, le rechargement, l'élargissement ou la création des chaussées et de 20 km de tranchées/fourreaux.

➤ **LOT 3 : Gros Œuvre et Charpente Métallique**

Les travaux, objet du lot n°3, porteront sur la construction de deux hangars (315 m² et 114 m²) afin de stocker les cibles et les engins d'entretiens du site.

Information complémentaire :

Le site sur lequel auront lieu les travaux fait l'objet de contraintes d'accès importantes. La nature des activités du site fait que le planning de disponibilité de l'emprise peut changer avec plus ou moins de délais de prévenance. Conscients de ces contraintes et de leurs impacts financiers, le planning prévisionnel prendra en compte des jours d'inaccessibilité. En outre, un bordereau de prix unitaires sera mis en place afin de garantir une rémunération cohérente si la réalité de ces jours d'arrêt s'avérait sous-estimée.

2.2 Durée et délais prévisionnels du marché

Le délai d'exécution des lots 1 et 2 sont de 48 mois, période de préparation de 3 mois exclue et le délai d'exécution du lot 3 est de 9 mois, période de préparation de 3 mois exclue.

Le délai d'exécution des travaux propres à chaque lot est défini comme suit :

LOT	Tranche	Délai
LOT N°1 CFO / CFA et Barrières	Tranche Ferme	- Période de préparation : 3 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 9 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°1	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°2	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°3	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
LOT N°2 VRD	Tranche Ferme	- Période de préparation : 3 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 9 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°1	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°2	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
	Tranche Optionnelle n°3	- Période de préparation : 1 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 11 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.
LOT N°3 GO et Charpente Métallique	Sans objet	- Période de préparation : 3 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de la commencer, - Travaux : 9 mois à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Date prévisionnelle du choix des candidats : **Juin 2024** ;
- Date prévisionnelle de lancement de la phase offre : **Juillet 2024** ;
- Date prévisionnelle de notification du marché : **Janvier 2025** ;

2.3 Décomposition et allotissement du marché

Le marché est décomposé en tranche.

Les travaux composant l'opération sont décomposés en 3 lots :

LOT N°1 CFO / CFA et Barrières	Tranche Ferme
	Tranche Optionnelle n°1
	Tranche Optionnelle n°2
	Tranche Optionnelle n°3
LOT N°2 VRD	Tranche Ferme
	Tranche Optionnelle n°1
	Tranche Optionnelle n°2
	Tranche Optionnelle n°3
LOT N°3 GO et Charpente Métallique	Tranche Unique

2.4 Variantes

En application de l'article R. 2351-8 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

3 ARTICLE 3. PROCEDURE

3.1 Type de procédure

Le présent marché est un marché de défense ou de sécurité.

Il est régi par le livre III du code de la commande publique.

Ce marché public est passé selon la procédure avec négociation, en application des articles L2320-1, L2324-1, L2324-3, R.2324-3 et R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique.

3.2 Forme juridique du soumissionnaire

Le marché sera passé soit avec un prestataire unique soit avec un groupement de prestataires.

En cas de groupement, la forme imposée après l'attribution sera le groupement conjoint.

Les candidats ne pourront pas se présenter à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un groupement ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

4 ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

4.1 Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'État.
- Prix du marché : le marché sera conclu à prix MIXTE.
- Unité monétaire : le marché est conclu en euros.
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.
- Délais de paiement : le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours.

4.2 Modalités relatives aux clauses sociales et environnementales

L'exécution du marché sera soumise à des clauses environnementales qui seront précisées en phase offre pour l'ensemble des lots.

L'exécution du marché sera soumise à des clauses sociales pour le LOT 2.

4.3 Modalités particulières liées à la protection du secret

4.3.1 Marché sensible

Ce marché est déclaré sensible, conformément aux dispositions de l'article 5.3.2 de l'instruction ministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

A ce titre :

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.
2. Le titulaire reconnaît
 - avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.
3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
 - avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.
4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.
5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.
6. Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.
7. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

4.3.1.1 Enquête administrative sur la personne morale

Sans objet.

4.3.1.2 Enquête administrative sur les personnes physiques :

Un contrôle primaire des personnes physiques sera sollicité par l'autorité contractante une fois le marché attribué.

Le titulaire devra respecter en tout point la procédure pour l'obtention et la délivrance des laissez-passer qui seront établis a priori. L'obtention éventuelle des badges est obligatoirement précédée d'un contrôle primaire à initier par le titulaire, en faisant compléter pour chacun des personnels concernés une fiche « **SOPHIA** » spécifique. Le délai d'instruction par fiche est de 2 mois pour un ressortissant français et de trois mois pour un ressortissant étranger. Dès retour éventuel d'un numéro d'agrément individuel (valable 3 ans maximum), le titulaire est fondé à demander un badge d'accès pour une durée variable selon le plan d'activité de chaque personnel concerné (durée maximale d'un an), délai d'obtention du badge (2 semaines calendaires).

Les employés occasionnels et intérimaires sont autorisés, sous réserve d'avoir rempli les obligations citées dans le paragraphe précédent.

Le personnel des sous-traitants sera aussi soumis au contrôle primaire de la personne physique.

4.3.2 Diffusion restreinte

Conformément aux dispositions de l'article 1.3.2 de l'instruction ministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale et de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission.

Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

Les documents en diffusion restreinte relatifs à cette procédure seront listés en phase offres.

Ces documents et supports ne pourront être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du marché. **En conséquence, ils ne pourront être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché.**

Ces documents et supports ne pourront pas être rendus publics, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur public.

Le candidat ne pourra en aucun cas se considérer dégagé de ses obligations de discrétion après achèvement de la procédure ou pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

Le candidat devra informer les opérateurs économiques auxquels il envisage de recourir, soit dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, soit dans le cadre d'une sous-traitance, des présentes obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ces opérateurs.

Modalités de remise aux candidats des informations et supports remis lors de la consultation portant la mention « Diffusion Restreinte » :

Les documents « Diffusion Restreinte » seront transmis au candidat par clef « ACID » Cryptofiler ou via le logiciel ZED ! Free. Dans le cas où le candidat ne dispose pas de ces outils, ces documents seront à retirer à l'ESID de Bordeaux.

Au préalable de toute consultation des documents, le candidat devra signer l'annexe n°2 « engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention Diffusion restreinte ».

4.4 Cyber sécurité

Ne concerne que le Lot 1 :

Le titulaire devra désigner en son sein un point de contact Cyber (POC cyber) pour les besoins de ses prestations ; il sera garant des obligations contractuelles de cyber sécurité de l'entreprise et de ses sous-traitants. Une attestation de désignation du POC cyber devra être fournie dans la candidature. En cas de changement de ce POC en cours d'opération, une nouvelle attestation devra être fournie.

Ce POC pourra utilement suivre le MOOC ("massive on line open course" = cours en ligne) gratuit de l'ANSSI afin de disposer du niveau minimal de sensibilisation.

5 ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES

5.1 Généralités

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante " EURO ".

La présente consultation est éligible au dispositif d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour produire sa réponse, le candidat peut choisir de bénéficier des fonctionnalités offertes par le service DUME ou opter pour le dispositif "classique" en utilisant la « lettre de candidature DC1 » et la « déclaration du candidat DC2 » ou des documents équivalents.

Quel que soit le dispositif retenu, le (s) document(s) relatif(s) à la candidature doit(vent) contenir l'ensemble des éléments demandés à l'article 5.6 du présent règlement de la consultation.

La signature du DUME ou de la lettre de candidature au moyen d'un certificat de signature électronique par les candidats n'est pas requise.

En cas de groupement, l'ensemble des éléments de candidature demandés doit être transmis pour chaque membre du groupement.

5.2 Modifications de détails au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3 Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **dix (10) jours calendaires** avant la date limite de remise des candidatures une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

5.4 Assistance mise à disposition des entreprises sur la PLACE

Voir annexe sur la dématérialisation en annexe.

5.5 Visite du site

Il n'y a pas de visite de site prévue en phase candidatures. La visite du site sera effectuée avec les candidats retenus.

5.6 Contenu des plis

5.6.1 Sous-dossier « A » : recevabilité de la candidature

Le sous-dossier « A » devra contenir l'ensemble des renseignements concernant la situation propre du candidat ainsi que les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de sa capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidatures :

Contenu des documents relatifs à la recevabilité de la candidature	Nommage du fichier informatique
Dans le cadre du dispositif DUME :	
- le formulaire DUME renseigné (format.XML uniquement)	. DUME
Hors dispositif DUME :	
- le formulaire DC1 renseigné, - le formulaire DC2 renseigné, - les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société au titre de la consultation ou un extrait K ou K bis,	. DC1 . DC2 . KBIS-Pouvoirs
Pièces communes dispositif DUME ou hors DUME :	
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,	. Jugement
- l'attestation de désignation du point de contact Cyber (POC cyber) pour le LOT 1	. POC Cyber
- les certificats de qualifications mentionnés ci-après ou équivalents : ➤ Lot 1 : Qualifelec : MGTI/MGTI2-CFMGTI3 domaine RT; ➤ Lot 2 : Qualibat : 1552 (traitement amiante) et FNTP : 3321 Enrobés classiques. ➤ Lot 3 : Qualibat : 2412 Constructions et structures métalliques (technicité confirmée).	. qualification
- engagement du candidat (annexe 2) si document en DR	. engagement DR
<u>Pour la capacité économique, financière et technique :</u>	
- déclaration de l'effectif global du candidat en distinguant le personnel d'encadrement	. effectif
- Chiffre d'affaires (HT) des trois derniers exercices (DC2 ou formulaire DUME (format. XML uniquement).	. Chiffre affaires
- Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.	. CA référence presta
- Liste de prestations de nature et d'importances équivalentes au présent marché réalisées au cours des trois dernières années. Le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.	. Liste prestations

5.6.2 Sous-dossier « B » : évaluation de la candidature

Le sous-dossier « B » devra contenir l'ensemble des documents nécessaires à l'évaluation des candidatures :

Contenu des documents relatifs à l'évaluation de la candidature	Nommage du fichier informatique
<ul style="list-style-type: none"> - Pour le LOT 1 : 3 références pour des travaux identiques sur des ouvrages militaires de même nature « Dont 1 fiche avec travail en zone sécurisée » (cf. annexe 1 – 3 fiches ci-jointes à compléter). Ces travaux devront avoir été réalisés par la société en charge de l'exécution du marché et non son siège social le cas échéant. - Pour le LOT 2 : 3 références pour des travaux identiques sur des ouvrages militaires de même nature « Dont 1 fiche avec travail en zone sécurisée » (cf. annexe 1 – 3 fiches ci-jointes à compléter). Ces travaux devront avoir été réalisés par la société en charge de l'exécution du marché et non son siège social le cas échéant. - Pour le LOT 3 : 3 références pour des travaux identiques sur des ouvrages militaires de même nature « Dont 1 fiche avec travail en zone sécurisée » (cf. annexe 1 – 3 fiches ci-jointes à compléter). Ces travaux devront avoir été réalisés par la société en charge de l'exécution du marché et non son siège social le cas échéant. <p>Qualité des références présentées (adéquation technique et économique, attestation détaillée du maître d'ouvrage, descriptif des moyens mis en place).</p> <p>Les références présentées doivent se rapporter à des opérations livrées.</p> <p>Les références présentées doivent dater de moins de 5 ans à compter de la date de réception des travaux.</p> <p>NB : les candidats doivent décrire de manière exhaustive leur rôle et implication dans les prestations objet de la référence.</p>	Références travaux identiques
<p><u>Pour l'ensemble des LOTS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un mémoire de présentation des démarches et moyens de l'entreprise : <p>Organisation de chantier, calendrier détaillé, méthodologie détaillée d'exécution des travaux, moyens humains et matériels mis en œuvre, conformément à des travaux identiques déjà réalisés par le candidat. « Ce mémoire sera limité à 10 pages A4 police times new roman, calibri ou équivalent 12 ».</p>	Mémoire

Tout dossier de candidature qui contiendra au moins une référence non conforme ou qui ne présentera pas trois références sera éliminée.

5.7 Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures

En application des articles R 2332-2 et R 2332-3 du code de la commande publique, les communications et échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation du marché sont réalisés par voie électronique.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant l'heure et la date limite indiquée en page de garde du présent document. Tout pli envoyé sous un autre support (télécopie, messagerie...) que celui du profil d'acheteur (PLACE) sera jugé irrégulier au sens de l'article L.2152-2 du code de la commande publique.

Le dépôt papier n'est pas autorisé.

En conformité avec l'article R 2351-6 du code de la commande publique et sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.2332-14 du même code, relatives à la copie de sauvegarde, les candidatures sont transmises en une seule fois.

Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouvert le dernier pli reçu, par voie électronique, par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus.

Les candidatures peuvent être adressées uniquement par voie électronique.

Voir annexe sur la dématérialisation.

N.B : Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) et comprenant des caractères spéciaux risquent de **bloquer le téléchargement** optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

6 ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES

6.1 Nombre de candidatures admises

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera, à la sélection de **trois (3) candidats** maximum, étant précisé que si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats était inférieur, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

6.2 Jugement des candidatures

Les critères de jugement des candidatures sont énumérés ci-après. Les candidatures recevables seront notées et classées en application des critères ci-dessous.

Les candidatures sélectionnées seront celles qui obtiendront le plus de points.

Elles seront alors autorisées à présenter une offre en seconde partie de la consultation.

Pour chacun des lots les candidatures seront évaluées sur un total de 100 points répartis de la façon suivante :

6.2.1 Critère n°1 : qualités des références présentées par le candidat et notées sur 60 points (20 points par référence)

Pour mémoire, chaque candidat doit présenter 3 références dont 1 fiche avec travail en Zone Sécurisée dans le domaine suivant :

- LOT 1 : Courant Fort / Courant Faibles et Barrières
- LOT 2 : Voiries et Réseaux Divers
- LOT 3 : Gros Œuvre et Charpente Métallique

La qualité de chaque référence dont « <u>1 fiche avec travail en Zone Sécurisée</u> » présentée sera analysée :	
	20 points/référence
- adéquation technique et économique	8 points par référence
- attestation détaillée du maître d'ouvrage	8 points par référence
- descriptif des moyens mis en place	4 points par référence
Les références doivent être appuyées par la fourniture d'attestations de bonne exécution précisant que les travaux ont été réalisés selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin signée du maître d'ouvrage	

Les références seront présentées dans l'annexe 1 du présent RC

6.2.2 Critère n°2 – Mémoire de présentation noté sur 40 points

POUR L'ENSEMBLE DES LOTS

Certifications et moyens de l'entreprise	40 points
- Organisation et moyens humains de la société liés à l'objet du marché (CV encadrements et études, personnels de productions)	10 points
- Moyens matériels de la société liés à l'objet du marché	10 points
- Démarche mise en place en matière de sécurité au travail en lien avec l'objet du marché	10 points
- Démarche mise en place en matière de respect environnemental, certification environnementale, ...	10 points
<p>Cette note est limitée à 10 pages A4 police times new roman, calibri ou équivalent 12.</p> <p>Les CV et certificats de qualification ou de formation ne sont pas comptés dans cette limite de 10 pages.</p>	

7 ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (tél. : 05.56.99.38.00).

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

8 ARTICLE 8. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION FOURNI AUX CANDIDATS

Présent règlement de consultation et ses annexes :

- Annexe n°1 : fiches de références et attestations de maître d'ouvrage
- Annexe n°2 : engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion restreinte »,
- Annexe n°3 : fiche de contrôle primaire personne physique (FICE – SOPHIA).
- Annexe n°4 : clauses de dématérialisation.

A Bordeaux, le 24 avril 2024

Le représentant du pouvoir adjudicateur

L'Ingénieur général Martine Huau
directrice de l'établissement du service
d'infrastructure de la défense de Bordeaux